

## « الخميس في ال Studio »

Séances du 4 mars et du 17 juin 2021

Kmar Bendana et Jamie Furniss

Le séminaire a accueilli trois présentations au deuxième semestre de l'année 2020-2021, dont une par Hiba Ben Miftah (cf. « Focus sur la Libye contemporaine », *Lettre de l'IRMC*, Hors-série n° 1), et deux par les chercheuses associées de l'IRMC, Marta Luceño Moreno (4 mars) et Ons Kamoun (17 juin).

\*\*\*

The seminar hosted three presentations in the second half of the year 2020-2021, including one by Hiba Ben Miftah (cf. "Focus on contemporary Libya", IRMC Newsletter, Issue No. 1), and two by IRMC associate researchers Marta Luceño Moreno (4 March) and Ons Kamoun (17 June).

\*\*\*

تضمنت الندوة ثلاثة لقاءات خلال السداسي الثاني من السنة 2020-2021، من بينها لقاء أثنته هبة بن مفتاح ("التركيز على ليبيا الحديثة" *Lettre de l'IRMC*، عدد خاص رقم 1) بينما أثننت اللقاءين الآخرين الباحثتان المشاركتان في المعهد، مارتا لوثينو مورينو، يوم 4 مارس، وأنس كمون، يوم 17 جوان.

\*\*\*

Marta Luceño Moreno a présenté un exposé sur les « Visibilités LGBTQI+ dans l'espace public tunisien ». Dans une approche à la fois qualitative et quantitative, elle a recensé plus

de 1 500 articles parus en langues arabe et française entre 2008 et 2018, disponibles en ligne, dans le but d'identifier les occurrences de certains mots-clés (positifs ou négatifs) en lien avec les thèmes LGBTQI+. Ce volet de la recherche a été complété par des enquêtes de terrain portant sur les stratégies de communication et menées auprès d'associations et d'individus engagés dans la défense des droits des personnes LGBTQI+ en Tunisie.



© IRMC.

Selon cette étude, les problématiques LGBTQI+ ont, depuis une dizaine d'années, beaucoup gagné en visibilité. Occupant une place grandissante dans le débat public, elles revêtent des formes très différentes, allant de « paniques morales » autour de l'homosexualité à la lutte contre l'homophobie. La comparaison des occurrences de différents

mots-clés et thématiques dans les médias de langues arabe et française permet aussi de constater des tropismes au sein de ces deux champs. Les médias arabophones, par exemple, ont plus souvent tendance à « occidentaliser » l'homosexualité en l'associant à des personnes, des pays ou des sujets étrangers, en particulier, européens.

Par ailleurs, une périodisation se dégage de la décennie. Les années 2008-2010 sont marquées par une relative invisibilité du sujet et des entrées médiatiques sporadiques par le biais de sujets comme le VIH, la violence ou la culture. Durant cette période, les médias tunisiens n'abordent les thèmes LGBTQI+ qu'au travers de nouvelles de l'étranger : les législations anti-homosexualité en Malaisie, les raids dans des clubs gays en Égypte, ou encore dans le cadre de discussions autour d'ouvrages ou de films qui abordent l'homosexualité (même s'ils ne sont pas distribués en Tunisie). La troisième entrée concerne l'homosexualité associée à des déviances : les faits divers dans lesquels la personne tuée ou agressée est suspectée d'homosexualité, la propagation du VIH, l'homosexualité dans les prisons, etc.

De 2011 à 2014, période de rédaction de la constitution, la parole se libère autour

# Compte rendu d'activité

de l'homosexualité, mais, souvent, dans une démarche que la chercheuse qualifie de « pornopolitique ». Il s'agit d'une technique déjà pratiquée à l'époque de Ben Ali, et qui consiste à instrumentaliser l'homosexualité pour discréditer ses adversaires politiques. Le seul fait qu'un personnage public défende les droits LGBT est alors utilisé contre lui.

Entre 2015 et 2018, le nombre d'articles de presse relatifs à l'homosexualité augmente considérablement. Certains sont de nature homophobe, d'autres épousent la lutte contre l'homophobie. Ils peuvent alors plaider pour l'interdiction du test anal, dénoncer des violences (plutôt que de les relater sous forme de faits divers) ou alimenter le débat public sur la dépénalisation de l'homosexualité.

Le 17 juin, Ons Kamoun a présenté son documentaire *Travelling*, dont la projection a ouvert sur une discussion. Réalisé lorsqu'elle enseignait à l'Institut



© IRMC.

supérieur des arts et métiers de Gabès, dans le Sud tunisien, le film mélange des extraits de fictions, de documentaires réalisés par ses étudiant.e.s et des séquences de tournage, dans les salles de classe, ou en discussion.

L'ouverture du film met en scène une jeunesse énergique et témoigne de l'enthousiasme des étudiant.e.s et, par extrapolation, d'un pays tout en entier en période postrévolutionnaire. Une joie et une légèreté palpables traversent les premières séquences du documentaire, durant lesquelles les étudiant.e.s vivent des moments de liberté qui contrastent avec le milieu qui les entoure et les thèmes abordés dans leurs films. Les lieux de tournage et les salles de classe leur permettent d'échapper aussi bien au milieu social conservateur, qu'aux attentes de leurs familles. Ils rêvent d'un futur rendu possible par le cinéma.

Mais, au fil du temps, cette lancée s'essouffle sous la pression de plusieurs contrecoups, que le film laisse entrevoir, sans les

explicitier entièrement. D'abord, une plainte enregistrée par l'Université à l'encontre d'Ons Kamoun aboutit à une sorte de « procès » de l'enseignante et conduit l'administration à limiter les sorties de groupe sur les lieux de tournage. Ensuite, et malgré de grands succès remportés dans des concours de films, des dissensions et des tensions s'immiscent entre les étudiant.e.s, dont la solidarité et l'élan de groupe semblent brisés.

Cette transition, d'une joie palpable à un désenchantement et des conflits internes dont certains semblent être mus par des jalousies et des conflits internes, mène finalement à une désillusion, mélancolique pour certains membres du groupe, cynique pour d'autres. Ons Kamoun quitte finalement Gabès, et plusieurs membres du groupe renoncent aux promesses et aux rêves dont était faite leur première rencontre avec le cinéma.

